

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
MARCHÉ DE CONTROLE TECHNIQUE**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
C.C.P.**

**MARCHÉ PUBLIC PASSE SELON LA PROCEDURE
FORMALISÉE**

**PERSONNE PUBLIQUE
ÉTAT – MINISTÈRE DES ARMÉES**

**CONDUCTEUR D'OPÉRATION
DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE SAINT-DENIS**

**FAZSOI (974) - Construction de BCC _ LAMBERT - BA 181 - DUPUIS
CCAEM - plan hébergement
Mission de contrôle technique pour les phases conception et réalisation**

**PROJET N° 17RN25
COSI 465479 – 465480 - 465481**

Table des matières

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES	1
Mission de contrôle technique pour les phases conception et réalisation	1
1. OBJET DU MARCHÉ – INTERVENANTS	5
1-1 OBJET DU MARCHÉ	5
1.1.1 DEFINITION DE LA MISSION	5
1-2 DESIGNATION DES INTERVENANTS	6
2. CARACTERISTIQUES DU PRESENT MARCHÉ	7
2.1 DECOUPAGE DU PRESENT MARCHÉ	7
2.2 DESCRIPTION DES PARTES TECHNIQUES	7
3. CONFIDENTIALITE – PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES	8
3.1 DISPOSITIONS PARTICULIERES DE CONTROLE ET D'ACCES	8
4. FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES, DOCUMENTS ET INFORMATIONS	9
4.1 COMMUNICATIONS DES TITULAIRES	9
4.2 COMMUNICATION AUX TITULAIRES	9
4.3 - PRESTATIONS EXCLUSIVES DU TITULAIRE	9
5. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	10
5.1 PIECES PARTICULIERES	10
5.2 - PIECES GENERALES	10
6. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
6.1 – MODE D'EVALUATION DES PRIX	10
6.2 - MODALITES DU REGLEMENT DES COMPTES	11
6.3 - VARIATION DANS LES PRIX	12
6.4 - MODALITES DE PAIEMENT DIRECT EN CAS DE GROUPEMENT	12
7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE	13
7.1 – RETENUE DE GARANTIE	13
7.2 – AVANCE	13
8. DELAIS D'EXECUTION	13
8.1 - DELAI D'EXECUTION	13
8.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	14
9. PRESTATIONS NON CONFORMES – PENALITES	15
9.1 - RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS	15
9.2 - ABSENCE AUX REUNIONS	15
9.3 - PENALITES DIVERSES	15
10. CLAUSES DIVERSES	15
10.1 - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL	15

10.2 – SOUS-TRAITANCE.....	15
10.3 – INSPECTION DU TRAVAIL.....	16
11. CONTROLES ET ADMISSION DES PRESTATIONS	16
11.1 Réception des parties techniques.....	16
11.2 - ACHEVEMENT DES PRESTATIONS.....	16
11.3 - PROPRIETE INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS REMIS.....	16
12. RESILIATION	16
13. MODIFICATIONS DU MARCHE.....	17
14. REGLEMENT DES LITIGES	17
14.1 - DROIT – LANGUE	17
14.2 - TRAITEMENT DES LITIGES.....	17
14.3 - CONTENTIEUX – INSTANCE COMPETENTE	17
15. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	18
15.1 - DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES.....	18
15.2 - DEROGATIONS AUX NORMES FRANÇAISES.....	18
16. Description des missions.....	19
17. Conditions d’exécution	19
17.1 Descriptif des Missions.....	19
17.2 - Moyens accordés par l’acheteur.....	20
17.3 - Autorité du contrôleur technique	20
17.4 - Litige	21
17.5 - Information du contrôleur technique	21
17.6 – Accidents du travail	21

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Mode opératoire pour déclarer un ST (SUBCLIC) ;

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

CCAG PI : cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations Intellectuelles,

C.C.P. : cahier des clauses particulières,

DID SDS : direction d’infrastructure de la défense de Saint-Denis,

HT : hors TVA (hors taxe sur la valeur ajoutée),

Première partie

1. OBJET DU MARCHÉ – INTERVENANTS

1-1 OBJET DU MARCHÉ

1.1.1 DEFINITION DE LA MISSION

Le présent marché a pour objet l'intervention d'un contrôleur technique en vue d'effectuer pour l'opération citée en objet les missions :

- L** Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
- S** Sécurité des personnes dans les constructions
- VAMST** Vérification avant mise sous tension des installations électriques

La mission du contrôleur technique sera effectuée conformément à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

1.1.2 CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION

Le **marché de travaux de l'opération**, « Marché global sectoriel de conception, construction, aménagement, entretien et maintenance (CCAEM) » est estimée à 11 200 000 € HT. Il porte sur la construction de bâtiments cadres célibataires (Logements de type T1/T1bis) sur les sites de :

- SAINT DENIS – QUARTIER LAMBERT => 20 logements
- SAINTE MARIE – QUARTIER GILLOT => 62 logements
- PIERREFOND – QUARTIER DUPUIS => 20 logements

Il s'articule comme suit :

- TRANCHE FERME (TF)

Etudes de Conception BCC tous sites

Travaux de Construction et entretien/exploitation/maintenance BCC sis à LAMBERT

Poste 1	Etudes de Conception BCC <u>tous sites</u> (LAMBERT/GILLOT/DUPUIS)
Poste 2	Travaux de Construction sis à LAMBERT
Poste 3	Entretien, exploitation et maintenance BCC sis à LAMBERT

- TRANCHE OPTIONNELLE n°1 (TO1)

Travaux de Construction et entretien/exploitation/maintenance BCC sis à GILLOT

Poste 4	Travaux de Construction sis à GILLOT
Poste 5	Entretien, exploitation et maintenance BCC sis à GILLOT

- TRANCHE OPTIONNELLE n°2 (TO2)

Travaux de Construction et entretien/exploitation/maintenance BCC sis à DUPUIS

Poste 6	Travaux de Construction sis à DUPUIS
Poste 7	Entretien, exploitation et maintenance BCC sis à DUPUIS

1-2 DESIGNATION DES INTERVENANTS

1.2.1 DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DE L'ACHETEUR

Les attributions de l'acheteur sont déléguées conformément au tableau ci-après :

Attributions	Délégation
Signature du Marché	Directeur de la DID de Saint Denis ou par délégation le Chef DP.
Signature d'avenant	Directeur de la DID de Saint Denis sans possibilité de délégation
Délivrance au titulaire des pièces définies à l'article 4.2 du C.C.A.G PI	Directeur de la DID de Saint Denis ou le chef de la division achat infrastructure et aide à l'activité
Signature des ordres de service	Chef de la section conduite d'opérations
Conduite et contrôle de l'exécution des prestations	Chef de la section conduite d'opérations
Décision d' admission	Par dérogation à l'article 29.1. L'admission prend effet à la date de notification de l'ordre de service émanant du Chef de la section conduite d'opérations.

1.2.2 REPRESENTATION DES TITULAIRES

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG PI, le responsable physique du marché et son suppléant, habilités à représenter le titulaire et à signer les avis, sont désignés à l'article 4 de l'Acte d'Engagement comme interlocuteur unique.

Conformément à l'article 3.4 du CCAG PI, en cas de changement d'interlocuteur unique le titulaire doit le notifier sans délai à l'acheteur.

Le nouvel interlocuteur unique doit au minimum avoir les compétences et qualités du précédent. Le nouvel interlocuteur unique doit être expressément agréé par l'acheteur.

Conformément à l'article 3.4 du CCAG PI, d'autres personnes physiques peuvent être habilitées par chaque titulaire et l'acheteur en cours d'exécution (en particulier pour l'exécution des bons de commande (Cf. article 4 du présent C.C.P).

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, chaque titulaire communique sans délai le nom et le curriculum vitae de la personne qu'il souhaite désigner, et chaque personne est **expressément** agréée ou récusée par l'acheteur.

2. CARACTERISTIQUES DU PRESENT MARCHÉ

2.1 DECOUPAGE DU PRESENT MARCHÉ

Le présent marché se décompose en 3 tranches :

- Tranche ferme (TF) :

N°	Site(s)	Nature
Partie technique 0	Sites de LAMBERT, BA 181 et DUPUIS	STADE APS
Partie technique 1	Sites de LAMBERT, BA 181 et DUPUIS	STADE APD
Partie technique 2	Site de LAMBERT	TRAVAUX Durée estimée 12 mois
Partie technique 3	Site de LAMBERT	GPA

- Tranche optionnelle n°1 (TO1) :

N°	Site(s)	Nature
Partie technique 4	Site de BA 181	TRAVAUX Durée estimée 18 mois
Partie technique 5	Site de BA 181	GPA

- Tranche optionnelle n°2 (TO2) :

N°	Site(s)	Nature
Partie technique 6	Site de DUPUIS	TRAVAUX Durée estimée 12 mois
Partie technique 7	Site de DUPUIS	GPA

2.2 DESCRIPTION DES PARTES TECHNIQUES

Les prestations du présent marché sont scindées en parties techniques (au sens de l'article 22 du C.C.A.G. /P.I.), définies ci-après, à exécuter durant l'opération citée en objet.

- Partie technique n°0 (Conception - Poste 0) :

Les prestations de cette partie technique sont à exécuter durant l'élément « avant-projet sommaire ».

Cette mission est à réaliser pour chacun des cinq (5) projets retenus pour la phase « offre » de la consultation CCAEM.

- Partie technique n°1 (Conception - Poste 1) :

Les prestations de cette partie technique sont à exécuter durant l'élément « avant-projet définitif ».

Cette mission est à réaliser uniquement pour le projet retenu à l'issue de la phase « offre » de la consultation CCAEM.

- Parties techniques n°2,4 et 6 (Réalisation - Postes 2, 4 & 6):

Les prestations de ces parties sont à exécuter durant la période de préparation du chantier et durant la réalisation des travaux.

- Partie technique n°3, 5 et 7 (GPA - Postes 3, 5 & 7):

Les prestations de cette partie technique sont à exécuter durant la période de garantie de parfait achèvement (GPA).

En application de l'article 22 du C.C.A.G./P.I., le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des parties techniques définies ci-dessus sans que cette décision puisse donner lieu à indemnité.

3. CONFIDENTIALITE – PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES

Les prescriptions faisant l'objet du présent C.C.P. intéressent les armées ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG PI.

3.1 DISPOSITIONS PARTICULIERES DE CONTROLE ET D'ACCES

3.1.1 CONTROLE DE SECURITE DES PERSONNES PHYSIQUES, AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la Défense ; le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations du C.C.A.G/PI notamment en son article 5.3.

L'entreprise est informée que l'ensemble du personnel participant aux prestations fera l'objet d'une enquête administrative (contrôle primaire) lors de la période de préparation. L'enquête administrative est effectuée dans un délai moyen de deux mois. La délivrance des autorisations peut varier en fonction de la nationalité de la personne physique, en raison des formalités et complications que peut générer la coopération avec les autorités étrangères. Le représentant de l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable de l'allongement du délai d'instruction des demandes d'autorisation qui serait lié à la nationalité étrangère du personnel.

Le titulaire est informé que toute personne faisant l'objet d'une enquête administrative « avec réserve » se verra automatiquement refuser l'accès au site. Le titulaire s'engage dans cette hypothèse à remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

3.2.3 CONTROLE DES ACCES

Pour être admis à pénétrer et à circuler dans l'enceinte militaire, tous les personnels des entreprises devront être munis du laissez-passer qui leur sera fourni par le site. La demande pour tout laissez-passer devra être présentée au représentant de l'acheteur dans les délais qui seront notifiés lors de la période de préparation. Ce laissez-passer comporte une photographie et des renseignements issus de la carte d'identité ou du titre de séjour pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en connaître le motif.

Le titulaire est informé que les contraintes d'accès peuvent être renforcées en cours d'exécution du marché sur décision des utilisateurs.

3.2.4 CONTROLE NOMINATIF

Une liste nominative des personnels participant à la rédaction de missions sera établie et fournie par chaque titulaire pour la réunion de lancement du marché. Cette liste sera accompagnée pour chaque personnel (si non déjà fourni) d'une copie de la carte d'identité ou celle de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci l'acheteur exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, sera exclu des intervenants.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie dans le cadre de ce marché sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire devra tenir à jour cette liste nominative.

4. FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES, DOCUMENTS ET INFORMATIONS

4.1 COMMUNICATIONS DES TITULAIRES

Toute communication à l'acheteur devra être adressée par voie électronique.

Cependant, l'acheteur pourra demander aux titulaires la transmission des documents soit par courrier en lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé en lieu et place de la remise spécifiée ci-dessus sans que les titulaires puissent réclamer une indemnité.

4.2 COMMUNICATION AUX TITULAIRES

4.2.1 ORDRES DE SERVICE

En précision de l'article 3.1 du CCAG P.I, toute décision ou communication de l'acheteur, est transmise directement via un ordre de service (OS). Cet OS est notifié préférentiellement par courrier électronique, a défaut par télécopie voire par courrier postal en recommandé avec accusé réception,

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit, dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG PI.

Notifications transmises par courrier électronique : La transmission du courrier électronique constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé réception que doit retourner par courrier électronique le titulaire. L'acheteur et le titulaire devront confirmer la ou les adresses électroniques vers lesquelles devront être adressés les courriers électroniques. Le titulaire s'engage à consulter quotidiennement (hors week-end et jours fériés) la ou les adresses précédemment mentionnées.

Notifications transmises par télécopie : en cas de défaillance du courrier électronique, les notifications pourront être transmises par télécopie. La transmission de la télécopie constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé réception que doit retourner par le même moyen le titulaire. L'acheteur, le maître d'œuvre et le titulaire devront confirmer les numéros de fax vers lesquelles devront être adressés les télécopies.

En dernier recours la transmission par courrier postal en recommandé avec avis de réception sera utilisée.

4.3 - PRESTATIONS EXCLUSIVES DU TITULAIRE

Sans objet.

5. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles du marché sont par ordre de priorité décroissante :

5.1 PIECES PARTICULIERES

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) et son annexe ;
- Les ordres de service ;

Les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi en cas de litiges.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut. En cas de contradiction entre deux annexes, l'annexe dont le numéro est le moins élevé prévaut.

5.2 - PIECES GENERALES

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI - Arrêté du 30 mars 2021) portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (dernière version en vigueur) ;
- Loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.
- L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.
- -Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique (C.C.T.G. /C.T.) approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G./P.I.) (Arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles) ;
- La norme N.F.P. 03-100 de septembre 1995 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ;
- L'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.

6. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

6.1 – MODE D'EVALUATION DES PRIX

En complément des stipulations de l'article 10.1.3 du CCAG PI, les prix sont établis en tenant compte :

- Des modalités de règlement définies au présent C.C.P ;
- Des exigences et engagements du C.C.P ;
- Des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations, objet du présent marché, et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des armées ;
- De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les prestations sont exécutées ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, pendant toute la durée du marché ;

- Des horaires de travail et contraintes d'accès propres à chaque site et du fait que les prestations se font sur site occupé,
- De tous les frais et dépenses de toutes natures à engager pour la réalisation de chaque partie technique jusqu'à leur admission (conformément à l'article 29 du CCAG PI) ;
- D'une période de recouvrement (de 5 jours ouvrables minimum) lors d'un changement éventuel de personne physique désignée au bon de commande ;
- Du temps passé pour la participation aux diverses réunions ;
- Des frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- Les frais de fonctionnement, de secrétariat, de coordination, de pilotage, de contrôle, etc. de l'exécution des prestations, y compris les actions pour conseiller ou rendre compte à l'acheteur,
- De tous les frais et toutes dépenses, de toutes natures, à engager pour l'exécution de la prestation jusqu'à son admission, y compris les frais de séjour, y compris les frais de déplacement du personnel intervenant dans le cadre de l'accord-cadre ;
- Des frais de déplacement du personnel intervenant au titre du marché ;
- Des primes d'assurance, impôts, ou toute dépense réglementaire, afférents à l'activité ;

Les prix sont réputés comprendre, outre les dépenses préalablement citées afférentes à l'exécution des prestations faisant du présent marché, la marge du titulaire (ou du mandataire) pour défaillance éventuelle des sous-traitants ou cotraitants chargés de certaines prestations.

Les prix sont établis en considérant que les intempéries et autres phénomènes naturels n'ont aucune incidence sur les prix du présent accord-cadre de prestations intellectuelles, quelles que soient l'intensité ou la durée qu'ils puissent atteindre.

6.2 - MODALITES DU REGLEMENT DES COMPTES

6.2.1 - REGIME DU REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire est effectué après achèvement de chacune des parties techniques par un paiement partiel définitif.

Le paiement de chaque partie technique fera l'objet d'un paiement unique.

Toutefois, les prestations des parties techniques 2, 4 et 6 pourront être réglées avant leur achèvement sous forme d'acompte (proportionnellement au montant de prestations effectuées) afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs **ne soit pas supérieur à trois (3) mois**. Ces acomptes se présenteront sous la forme de facture.

Les prestations incluses dans ces parties techniques ne peuvent faire l'objet d'un paiement partiel définitif qu'après leur achèvement total et leur admission par le maître d'ouvrage conformément à l'article 11 du présent C.C.P.

Le paiement pour solde ne peut intervenir qu'après achèvement complet de la mission et son admission par le maître d'ouvrage conformément à l'article 11 du présent C.C.P.

6.2.2 MODALITES DE FACTURATION

La dématérialisation des demandes de paiement destinées au secteur public est obligatoire pour l'ensemble des entreprises depuis le 1er janvier 2020. Chorus Pro est le seul outil reconnu par la réglementation pour la transmission des demandes de paiement dématérialisées.

Le service fait doit être réalisé avant le dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro.

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il est nécessaire, au préalable, d'avoir créé son compte sur Chorus Pro.

A la notification du marché, la Section Exécution de la Dépense (SED) transmettra une fiche d'identité du marché. Cette fiche est un support pour recenser les différents éléments du marché en amont de l'utilisation de Chorus Pro. Elle formalisera le processus de facturation entre les différents acteurs du marché : qui dépose quoi et quels sont les informations à saisir (SIRET, numéro d'engagement juridique, code service...).

Pour obtenir de l'assistance dans l'utilisation de Chorus Pro, le titulaire a plusieurs possibilités :

- Utiliser l'assistance virtuelle « ClaudIA » disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « ? Aide ») ;
- Utiliser le LiveChat via l'assistante virtuelle « ClaudIA » (bouton « ? Aide » puis saisir « je veux parler à un conseiller ») ;
- Saisir une sollicitation :
 - En mode connecté : saisir une sollicitation (via l'espace « sollicitations émises ») si le titulaire est identifié sur Chorus Pro ;
 - En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de la page d'accueil du portail Chorus Pro ;
- Consulter la communauté Chorus Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour toutes questions relatives au paiement sur facture, écrire à l'adresse suivante :

did-saint-denis-la-reunion.resp-compta.fct@intradef.gouv.fr

6.3 - VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont révisables.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

6.3.1 - MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DE L'ACCORD CADRE

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de remise des offres qui figure en page de garde du règlement de consultation.

Ce mois est appelé **MO « mois zéro »**.

6.3.2 - MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix sont révisés par application de la formule :

$$P = P_0 (ING_m / ING_0) :$$

- P est le nouveau prix de règlement ;
- P₀ est le prix initial ;
- ING₀ : Valeur de l'INDEX INSEE "ingénierie" connu au mois zéro ;
- ING_m : INDEX INSEE ING "ingénierie", à valeur du dernier indice connu pour le mois n ;

6.3.3 - CHOIX DES INDEX DE REFERENCE

L'index de référence choisi pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est : l'index ING Ingénierie est appliqué sur tous les prix du marché.

Les indemnités, pénalités, retenues et primes ne sont pas révisables.

Index publié(s) au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index (et pour information au Moniteur des travaux publics et du bâtiment et consultables sur le site www.bdm.insee.gouv.fr).

et

Index publié(s) par la CERBTP (www.btp-reunion.net) conformément à l'arrêté préfectoral n°2853 du 23 août 2019.

Les primes, pénalités et indemnités sont actualisées avec l'index du marché.

6.4 - MODALITES DE PAIEMENT DIRECT EN CAS DE GROUPEMENT

La remise de la facture à l'acheteur par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le contrat.

7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE

7.1 – RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire du présent marché est dispensé de constituer une retenue de garantie.

7.2 – AVANCE

Une avance est versée au titulaire du marché, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies. Son montant est, en prix de base, égal à 5 % du montant initial du marché. Le taux de l'avance peut être porté à 30 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise (PME) mentionnée à l'article R2151-13. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que le titulaire remplit les conditions pour y prétendre.

Son remboursement s'effectuera en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 60 % du montant du bon de commande.

8. DELAIS D'EXECUTION

8.1 - DELAI D'EXECUTION

8.1.1 Délai d'exécution du marché

Le délai d'exécution maximal du marché toutes tranches confondues est estimé à **48** mois selon les dispositions suivantes

- **Tranche ferme 31 mois dont :**
 - Partie technique 0 => 1 mois
 - Partie technique 1 => 6 mois
 - Partie technique 2 => 12 mois
 - Partie technique 3 => 12 mois
- **Tranche optionnelle 1 30 mois dont**
 - Partie technique 4 => 18 mois
 - Partie technique 5 => 12 mois
- **Tranche optionnelle 2 24 mois dont**
 - Partie technique 6 => 12 mois
 - Partie technique 7 => 12 mois

8.1.2 Délai limite d'affermissement

La date limite de notification prescrivant le début de mission pour les tranches optionnelles n°1 et 2 est respectivement de 16 mois et 24 mois à dater de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme

8.1.3 Délai des parties techniques

Les interventions du contrôleur technique commencent dès le début de la phase de conception des ouvrages objets du contrôle technique et s'achèvent dans les conditions fixées à l'article 8.1.1 du présent C.C.P.

Les dates exactes de début et de fin des parties techniques **seront fixées par ordre de service**.

Les délais prescrits sont en jours calendaires et lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

8.1.4 – Délais pour fourniture de rapports

- **Rapport Stade APS (Partie technique 0)**

Le contrôleur technique dispose d'un délai de 21 jours à compter de la réception de l'ordre de service qui prescrit la fourniture des rapports.

- **Rapport Stade APD (Partie technique 1) RICT**

Le contrôleur technique dispose d'un délai de 14 jours à compter de la réception de l'ordre de service qui prescrit la fourniture des rapports.

- **Rapports Finaux RFCT/VAMST**

Le contrôleur technique dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception de l'ordre de service qui prescrit la fourniture des rapports.

8.1.5 – Délais sur document transmis par maître de l'ouvrage

Le contrôleur technique dispose d'un délai de sept jours, à compter de la réception de chaque document d'étude que lui transmet le maître d'ouvrage pour formuler un avis.

8.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG PI, en dehors des cas prévus aux articles 13.3.1, 13.3.2 et 13.3.3 du CCAG PI, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision de l'acheteur.

Aucune prolongation des délais d'exécution n'est accordée au titre des congés annuels ou de fermeture temporaire de l'entreprise. En conséquence, et pendant ces périodes, le titulaire doit prendre toutes mesures propres à permettre l'exécution des études qui lui ont été demandés dans les mêmes conditions et avec la même activité que pendant le reste de l'année.

9. PRESTATIONS NON CONFORMES – PENALITES

Les pénalités appliquées dans le cadre du présent marché sont cumulables et ne sont pas limitées.

Conformément à l'article 14 du CCAG PI, les pénalités pour retard sont encourues sans mise en demeure préalable et elles ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités sont dues dès le 1er euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par l'acheteur ou son représentant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant du marché.

9.1 - RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard constaté dans la remise des documents énoncés à l'article 19.1.3 du CCP, la pénalité journalière est fixée à deux cent (200) € HT par document dès le lendemain de la date de remise prévue.

9.2 - ABSENCE AUX REUNIONS

Chaque réunion, y compris la réunion de lancement, fera l'objet d'une convocation par ordre de service de l'acheteur. Pour toute absence à une réunion à laquelle il a été convoqué, le titulaire se verra appliquer une pénalité fixée à deux cents (200) € HT par absence. Est considéré comme absent tout retard d'un représentant de plus d'une heure.

9.3 - PENALITES DIVERSES

- Pénalité pour non-respect des clauses environnementales :

En cas de non-respect des clauses environnementale (dématérialisation, limitation des déplacements via, par exemple, les visioconférences...), une pénalité de 150 € HT sera appliquée.

10. CLAUSES DIVERSES

10.1 - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le Titulaire, ses éventuels cotraitants et sous-traitants doivent transmettre à l'Acheteur pendant toute la durée du contrat, les attestations et pièces prévues par le code du travail (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.822-8, D.8254-2 à D.8254-5).

Ces documents doivent être mis à jour et déposés sur la plateforme électronique, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire en application de l'article 39.1 a) du C.C.A.G/PI. La date de début du délai de six mois est la date de remise des offres figurant en page de garde du règlement de la consultation.

En application de l'article D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

10.2 – SOUS-TRAITANCE

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subcllic.com/>). Pour

satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du **contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il devra en faire préalablement la demande au représentant de l'acheteur par une demande d'acte spécial modificatif.

L'acte spécial devra être adressé au représentant de l'acheteur.

Conformément à l'article L2193-8 du Code de la commande publique, toute demande de sous-traitance anormalement basse ou de modification de sous-traitance au moment de l'exécution du marché, remettant en cause le marché initial, se verra être refusée.

10.3 – INSPECTION DU TRAVAIL

L'inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Adresse :

Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection générale du travail dans les armées
60, boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75015 PARIS CEDEX

11. CONTROLES ET ADMISSION DES PRESTATIONS

11.1 Réception des parties techniques

Chaque partie technique fait l'objet d'une décision d'admission du conducteur d'opérations dans les conditions du chapitre V du CCAG/PI.

Conformément au chapitre V du CCAG/PI, en cas de rejet, le titulaire est tenu de reprendre à nouveau ses prestations à ses frais.

11.2 - ACHEVEMENT DES PRESTATIONS

Les prestations, s'achèvent à l'admission de la dernière partie technique décrite à l'article 2.2 du C.C.P.

11.3 - PROPRIETE INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS REMIS

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG PI.

12. RESILIATION

Il est fait application des articles 36 à 42 du CCAG PI.

13. MODIFICATIONS DU MARCHE

Les modifications contractuelles sont régies par les articles R.2194-1 à R.2194-8 du code de la commande publique.

Toute modification doit faire l'objet d'un avenant.

14. REGLEMENT DES LITIGES

14.1 - DROIT – LANGUE

En cas de litige avec un titulaire étranger, la loi française est seule applicable.

Tous les documents doivent être rédigés en français.

La monnaie des comptes de l'accord-cadre à bons de commande est l'euro.

14.2 - TRAITEMENT DES LITIGES

Les dispositions de l'article 43.2 du CCAG PI s'appliquent, le mémoire en réclamation sera notifié avec AR à l'acheteur à l'adresse suivante :

Direction d'infrastructure de la défense de Saint-Denis

Service Achat infrastructure

Caserne Lambert

BP 50800 – 97476 ST DENIS CEDEX

Par dérogation à l'article 43.3 du CCAG PI, l'acheteur notifie sa réponse dans un délai de 90 jours à partir de la date de réception du mémoire en réclamation.

14.2.1 - REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En application du chapitre VII "règlement alternatif des différends" du titre VIII du livre I de la partie II "marchés publics", en vue d'un règlement amiable des différends, les parties au présent accord-cadre peuvent recourir à la conciliation (L2197-3) ou médiation (L2197-4) ou transaction (L2197-5 et L3197-2).

14.2.1.1 COMITE CONSULTATIF

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 18 du code de la commande publique), le comité consultatif compétent est celui de Saint Denis.

14.2.1.2 - MISSION MINISTERIELLE PME-PMI

Le ministère des armées dispose d'une structure dédiée aux PME. Le mandataire pourra éventuellement, en complément de l'assistance apportée par l'interlocuteur mentionné sur la page de garde de l'acte d'engagement, bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 01 42 19 84 02 – Courriel : mission-ministerielle-pme.cmi.fct@intradef.gouv.fr

14.2.1.3 - MEDiateur DES ENTREPRISES

En cas de différend concernant l'exécution de l'accord-cadre, il est également possible de saisir le médiateur des entreprises selon les dispositions des articles L2197-4, L3137-1 et-2 et R2197-23 et -24 du CCP.

14.3 - CONTENTIEUX – INSTANCE COMPETENTE

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse, relative au marché, la contestation est portée devant le Tribunal administratif de SAINT-DENIS.

Tribunal administratif de Saint-Denis

27 rue Félix Guyon –97404 SAINT DENIS

Mail : greffe.ta-reunion@juradm.fr

15. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

15.1 - DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Le présent C.C.P. déroge partiellement au CCAG PI en ses articles ci-dessous énoncés :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé
Article 1.2.1	Article 29.1
Article 1.2.2	Articles 3.4 et 3.4.3
Article 5	Article 4.1
Article 8.2	Article 13.3
Article 9	Articles 14.1.3 et 14.1.2
Article 9.1	Article 14.1
Article 14.2	Article 43.3

15.2 - DEROGATIONS AUX NORMES FRANÇAISES

Sans objet.

Seconde Partie

16. DESCRIPTION DES MISSIONS

Les missions du contrôleur technique se composent des missions de base suivantes :

Mission :	Description :
L	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
S	Sécurité des personnes dans les constructions
VAMST	Vérification avant mise sous tension des installations électriques

17. CONDITIONS D'EXECUTION

17.1 Descriptif des Missions

Pour les missions, le contrôleur technique intervient dans les conditions fixées par le C.C.T.G. /C.T. (notamment les articles 10, 11, 12, 13 et l'annexe B) et la norme N.F.P. 03-100 de septembre 1995 (notamment son paragraphe 4) relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Les prestations du présent marché sont scindées en parties techniques définies à l'article 1.2 et ci-dessous.

Partie technique	Contenu de la partie technique	Elément du marché principal correspondant
Partie technique n°0	Examen des documents de conception relatifs aux études d'avant-projet sommaire. Cette mission est à réaliser pour chacun des cinq (5) candidats retenus pour la phase « offre » de la consultation CCAEM.	Poste 0
Partie technique n°1	Examen des documents de conception relatifs aux études d'avant-projet définitif. Etablissement d'un rapport initial de contrôle technique (RICT) . Participation à cinq réunions de mises au point techniques dans les bureaux de la maîtrise d'ouvrage, y compris transport	Poste 1
Parties techniques n°2, 4 et 6	Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants. Participation à des réunions de mises au point techniques dans les bureaux de la maîtrise d'ouvrage, y compris transport Participation aux réunions de chantier Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants.	Postes 2, 4 & 6

	Vérification avant mise sous tension des installations électriques. Etablissement d'un rapport final de contrôle technique (RFCT) avant la réception des travaux.	
Parties techniques n°3, 5 et 7	Période de levée des réserves des travaux et de garantie de parfait achèvement (GPA) Examen des travaux effectués pendant la période de levée des réserves et la	Postes 3, 5 & 7

Ces parties techniques sont définies au sens de l'article 22 du C.C.A.G./P.I.

Le cas échéant, la mission de contrôle technique s'applique également aux éventuelles variantes présentées au titre de la procédure du marché de travaux.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Si au cours d'une partie technique, le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler immédiatement au Représentant du Pouvoir Adjudicateur ;
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au Représentant du Pouvoir Adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires,
- Les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution des travaux sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle technique de l'opération, personne physique désignée à cet effet,
- Les modalités de diffusion des documents et avis techniques seront précisées en phase de préparation de chantier,
- En phase réalisation, le contrôleur technique participera à une réunion mensuelle avec les maîtres d'œuvre et d'ouvrage et pourra être convoqué à toute autre réunion nécessaire avec un préavis d'une semaine.

17.2 - Moyens accordés par l'acheteur

- L'acheteur prendra les dispositions nécessaires pour :
 - Informer dès l'origine, le maître d'œuvre, entrepreneurs, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent marché de contrôle technique,
 - Donner au contrôleur technique copie du permis de construire, s'il y a lieu.
 - Informer les entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, des dispositions qui les concernent dans le présent marché ;
 - Fournir au contrôleur technique, sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tous renseignements, justificatif et document technique utiles à l'accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative ;
 - Donner librement accès aux chantiers et aux autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, à fournir toute facilité au contrôle technique pour l'exercice de sa mission ;
 - Prévenir le contrôleur technique de la date de commencement des travaux. Ce dernier est par ailleurs informé du déroulement du chantier par la communication systématique qui lui est faite des compte-rendu de réunion ; il assiste aux dites réunions ;
 - Informer le contrôleur technique de l'intervention de toute entreprise au titre de la garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du C.C.A.G./Travaux.

17.3 - Autorité du contrôleur technique

Le contrôleur technique aura un droit d'accès permanent aux chantiers et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.

17.4 - Litige

Tout différend entre le contrôleur technique et les autres intervenants dans l'opération, y compris la maîtrise d'œuvre, est soumis au maître d'ouvrage.

17.5 - Information du contrôleur technique

Le contrôleur technique est habilité à se faire communiquer par les différents intervenants, y compris la maîtrise d'œuvre, le responsable O.P.C., le coordinateur SPS tous documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

17.6 – Accidents du travail

Le contrôleur technique s'engage à saisir immédiatement l'acheteur de tout accident survenant à l'un de ses agents au cours de la mission objet du présent marché.